



Rapport du

Rassemblement International sur la Protection civile de paix et d'Accompagnement

Du lundi 9 octobre 2023 au mercredi 11 octobre 2023,
à Ferney-Voltaire (France) et à Genève (Suisse)

Rédigé par Ellen Furnari et Christine Schweitzer
avec Mel Duncan

SPONSORS DU RASSEMBLEMENT:



Nonviolent
Peaceforce



**CREATING
SAFER SPACE**
STRENGTHENING CIVILIAN PROTECTION
AMIDST VIOLENT CONFLICT

Ellen Furnari, MSW, Docteure

Depuis 2004, Ellen Furnari étudie et évalue des projets de la protection civile de paix et d'accompagnement, ainsi que plusieurs projets de consolidation de la paix. Sa thèse de doctorat (2014), intitulée "*Understanding Effectiveness in Peacekeeping Operations : Exploring the perspective of frontline peacekeepers*" [Comprendre l'efficacité des opérations de maintien de la paix : Explorer le point de vue des soldats de la paix de première ligne] a mis en évidence le caractère central des relations pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix. La Dr Furnari participe au processus des bonnes pratiques de Nonviolent Peaceforce depuis son lancement en 2014. En éditant et en rédigeant plusieurs chapitres de *Wielding Nonviolence in the Midst of Violence* (La non-violence au cœur de la violence), elle a contribué à façonner dès les premières étapes le processus des bonnes pratiques et la Communauté de pratique. Elle a récemment coédité "*Unarmed Civilian Protection: A new paradigm for protection and human security*" [Protection civile de paix : Un nouveau paradigme pour la protection et la sécurité humaine] (Bristol University Press, 2023). La Dr Furnari a fait partie de l'équipe de coordination du contenu pour le Rassemblement de la Communauté de pratique PCP/A à Ferney-Voltaire.

Christine Schweitzer, Docteure

Christine Schweitzer est chercheuse à l'Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung (IFGK, www.ifgk.de), secrétaire exécutive de l'organisation allemande Bund für Soziale Verteidigung (www.soziale-verteidigung.de) et co-éditrice du magazine bimensuel *FriedensForum* (www.friedens-kooperative.de). Elle a publié des ouvrages sur la transformation des conflits, la non-violence, la protection civile de paix (maintien de la paix) et la défense sociale. Elle a cofondé et cogéré le projet de volontariat international Balkan Peace Team dans les années 1990 et a travaillé comme directrice de recherche et de programme pour Nonviolent Peaceforce dans les années 2000. Depuis 2017, elle accompagne le processus des bonnes pratiques de Nonviolent Peaceforce en documentant les ateliers régionaux et a fait partie de l'équipe de coordination du contenu pour le Rassemblement de la Communauté de pratique PCP/A à Ferney-Voltaire.

Mel Duncan

Mel Duncan a récemment pris sa retraite de Nonviolent Peaceforce (NP), un groupe qu'il avait co-créé. Il en a été le premier directeur et a représenté l'organisation aux Nations unies, où le groupe s'est vu accorder le *statut consultatif*. Les récentes études mondiales des Nations unies, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ont cité et recommandé la protection civile de paix. Le magazine *Utne Reader* l'a désigné comme l'un des "50 visionnaires qui changent notre monde." En septembre 2022, Mel a reçu le prix *Vision of Gandhi* de l'India Association of Minnesota. En 1997-1998, il a entrepris un séjour spirituel qui l'a conduit à Plum Village et Thich Nhat Hanh. C'est en quittant Plum Village qu'il a imaginé Nonviolent Peaceforce. Plus récemment, il a dirigé la formation d'une Communauté de pratique PCP/A. Il a fait partie de l'équipe de coordination du contenu pour le Rassemblement de la Communauté de pratique PCP/A à Ferney-Voltaire.

Rapport du Rassemblement international sur la protection civile de paix et d'accompagnement, du lundi 9 octobre 2023 au mercredi 11 octobre 2023, à Ferney-Voltaire et à Genève

Rédigé par Ellen Furnari et Christine Schweitzer avec Mel Duncan

Édition : Nonviolent Peaceforce

Photos : Sauf indication contraire, les photos du Rassemblement ont été prises par Mary B. Hannah ou Christine Schweitzer

St. Paul / Genève, janvier 2024

CC BY-NC-ND DEED (pour ce rapport, pas pour les documents associés)

Table des matières

Table des matières	3
Acronymes	4
Preneurs de notes dans les groupes de travail et les plénières	4
Introduction	5
Rassemblement de Ferney-Voltaire, du 9 au 11 octobre 2023	6
Le rapport	8
PCP/A - Une Communauté de pratique en évolution	9
Honorer les relations : décolonisation de la PCP/A	12
Les trois aspects de la décolonisation	12
Changement organisationnel	13
L'autoprotection de la communauté comme moyen de décolonisation	14
Primauté des acteurs locaux : Groupe de travail sur Engager les voix de la communauté (Engaging Community Voices)	15
Recherche et évaluation : Apprendre ce qui fonctionne en PCP/A	18
Menaces imminentes : Transformer les défis en stratégies	21
Menaces numériques	22
La santé mentale et le bien-être dans le contexte de la violence sociopolitique	24
Travailler sur la peur	25
Accompagnement psychosocial et PCP/A	26
Parmi les enseignements tirés par ALUNA, on peut citer :	26
Promouvoir la transformation structurelle : Comment la PCP/A et la résistance non violente peuvent-elles se renforcer mutuellement?	27
Le pouvoir des Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes (Women's Peace Teams)	30
Le rôle de la PCP/A dans les processus de paix contemporains	32
Buts stratégiques et objectifs spécifiques des processus de paix	33
Deux exemples	33
Table ronde sur les politiques : Plaidoyer pour la PCP/A	35
Prochaines étapes pour la Communauté de pratique	37
Construire une Communauté de pratique	38
Communauté de pratique DÉCLARATION COMMUNE*	39
Participants	42

Acronymes

CdP = Communauté de pratique

CICR = Comité international de la Croix-Rouge

CPT = Équipes Communautaires Artisans de Paix (anciennement Équipes Chrétiennes Artisans de Paix)

CR = résistance civile

CSS = Création d'un espace plus sûr

DH = droits de l'homme

HRD = défenseur des droits de l'homme

MILF = Front de libération islamique Moro

MPT = Meta Peace Team, États-Unis

NP = Nonviolent Peaceforce

OC = Operazione Colomba (Opération Colombe, Italie)

OL = organisation locale

ONAD = Organization for Nonviolence and Development (Soudan du Sud)

ONG = organisation non gouvernementale

PBI = Brigades de Paix Internationales

PCP/A = Protection civile de paix / accompagnement

PDI = personne déplacée à l'intérieur de son propre pays

PPM = Permanent Peace Movement, Liban

WPT = Équipe du maintien de la paix et de la protection des femmes (NP)

Preneurs de notes dans les groupes de travail et les plénières

Honorer les relations : décolonisation de la PCP/A	Anna Zaros
Engager les voix de la communauté (Engaging Community Voices)	Randy Janzen
Exploration de l'éthique et des principes	
Apprendre ce qui fonctionne en PCP/A	Ken Solberg
Promouvoir la transformation structurelle	Marna Anderson
La santé mentale et le bien-être dans le contexte de la violence sociopolitique	Jacque Wiersma
Le rôle de la PCP/A dans les processus de paix contemporains	Charles Johnson
Le pouvoir des Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes (Women's Peace Teams)	Sharon Slettehaugh
Plénières	Christine Schweitzer



The participants at the Gathering.

Photo: Brian Lundy

Introduction

La protection civile de paix et d'accompagnement (PCP/A) désigne la protection directe des civils, des défenseurs des droits de l'homme, des activistes non violents ou de groupes particulièrement menacés tels que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays/les réfugiés, contre la violence dans les situations de conflit. Il existe au moins 60 groupes connus exerçant la PCP/A, ainsi que de nombreuses initiatives communautaires qui continuent d'émerger dans le monde entier. La prise de conscience qu'une Communauté de pratique (CdP) en développement est en train de s'affirmer.

La formation d'une CdP a été facilitée par un processus de bonnes pratiques initié par Nonviolent Peaceforce (NP) en 2014, et qui a abouti à ce Rassemblement. Ce processus comprend:

- Des études de cas réalisées de quatre régions du monde où la PCP/A est pratiquée : le Soudan du Sud, la Colombie, les Philippines (Mindanao) et Israël/Palestine. Leurs conclusions ont été publiées dans le livre "Wielding Nonviolence in the Midst of Violence" (La non-violence au cœur de la violence), édité par Ellen Furnari.¹
- Six groupes de consultation régionaux composés de praticiens de la PCP/A, de partenaires de terrain et d'universitaires pour des sessions de trois jours visant à examiner leur travail, à analyser les résultats des études de cas et à valider les bonnes pratiques et les thèmes émergents ; mais aussi à identifier les dilemmes ou les défis soulevés par les études de cas, mais non résolus par les études de cas. Les ateliers ont eu lieu à Manille en décembre 2017, à Beyrouth en juin 2018, à Nairobi en novembre 2018, à Paynesville (Minnesota) en octobre 2019 et à Bogota en janvier 2020. Le dernier atelier pour la région européenne a eu lieu en ligne en février 2021.²

1 Furnari, Ellen (éd.) (2016): "Wielding Nonviolence in the Face of Violence"., Ed. Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung, Norderstedt:BoD

2 Les documentations de ces ateliers sont disponibles ici: <https://nonviolentpeaceforce.org/ucp-community/>

- Un Rassemblement international sur les bonnes pratiques de la PCP/A. En raison des pandémies de Covid, ce Rassemblement a été divisé en deux parties : un Rassemblement en ligne en novembre 2021 et un Rassemblement en personne à Ferney-Voltaire (France) du 9 au 11 octobre 2023. Entre les deux Rassemblements, trois groupes de travail internationaux formés de représentants de diverses organisations de la PCP/A et de chercheurs en PCP/A se sont réunis et ont préparé le matériel pour le Rassemblement de Ferney-Voltaire:
 - Décolonisation de la PCP/A
 - Engager les voix de la communauté (Engaging Community Voices)
 - Apprendre ce qui fonctionne en PCP/A (dans le cadre du réseau de recherche Création d'un espace plus sûr coordonné par l'université d'Aberystwyth).³

La prochaine étape consistera à publier les résultats de ce processus (entre autres, par le biais de ce rapport) et à mener des activités de suivi afin d'accroître la coopération entre les différents groupes engagés dans la PCP/A et de poursuivre le développement de la Communauté de pratique.

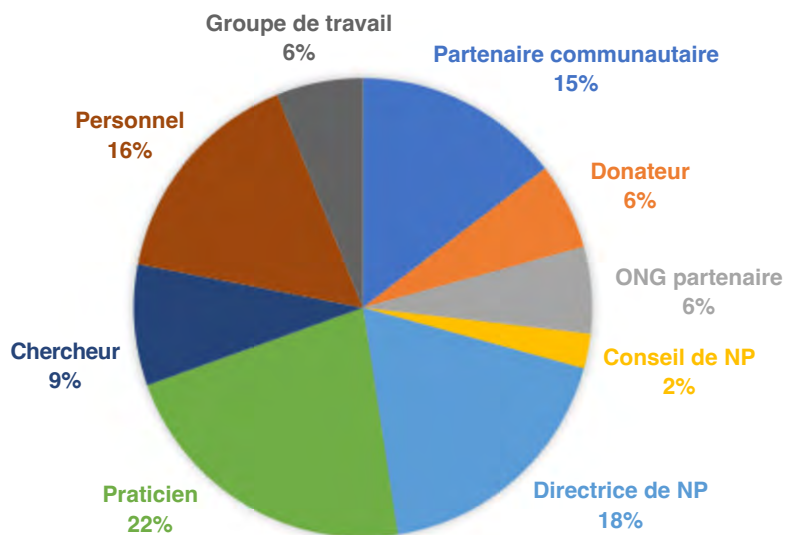
- La prochaine étape consistera à publier les résultats de ce processus (entre autres, par le biais de ce rapport) et à mener des activités de suivi afin d'accroître la coopération entre les différents groupes engagés dans la PCP/A et de poursuivre le développement de la Communauté de pratique.

Rassemblement de Ferney-Voltaire, du 9 au 11 octobre 2023

Au total, ce sont 84 praticiens, partenaires et ONG communautaires, universitaires et quelques sympathisants de 31 pays et d'environ 30 organisations (ONG, OL, universités, etc.) de six continents qui ont participé au Rassemblement.

Le Rassemblement a débuté lundi matin par une séance plénière et différents exercices pour apprendre à se connaître, notamment trois questions sur la chronologie:

Quels sont les événements clés qui ont marqué votre vie personnelle? Quels événements clés mondiaux ou régionaux ont façonné / façonnent notre travail? Et quels événements clés ont été importants pour mon organisation/ma communauté? Les chronologies personnelles ont évoqué des événements clés tels que les pertes et l'expérience de la violence, l'adhésion éventuelle à un mouvement, ainsi que la croissance spirituelle. Trois lignes typiques ont été soulignées dans la première chronologie : des cas concrets de violence dans la communauté, des actes concrets de résistance et des gens s'unissant pour se protéger.



ANALYSE DES TYPES DE PARTICIPANTS

3 Voir <https://creating-safer-space.com/>

Les influences mondiales varient beaucoup selon le continent sur lequel se trouvent les gens. De nombreux conflits de moindre envergure ont été répertoriés, ainsi que le 11 septembre et la chute du mur de Berlin. (Ce dernier point a soulevé la question de l'eurocentrisme de cette chronologie lors de la séance plénière.) Personne n'a mentionné le Covid.

Pour la Communauté de pratique, la troisième chronologie sur les organisations s'est révélée intéressante. Dès leur création, on observe une nette tendance à la localisation des organisations, l'accent étant mis sur les questions politiques locales plutôt que mondiales. Une deuxième tendance a été de réfléchir à des questions internes telles que les relations de pouvoir, le leadership, l'accessibilité, le développement de la résilience et le colonialisme. Pour les organisations locales, il semble normal qu'elles aient commencé par protester puis se soient tournées vers la PCP et se soient orientées vers un travail plus programmatique.

L'après-midi, trois ateliers basés sur les thèmes de trois des groupes de travail internationaux susmentionnés ont eu lieu.

Mardi matin, les groupes de travail ont fait rapport aux participants, suivi d'une séance plénière sur le thème des "Menaces imminentes : Transformer les défis en stratégies". Deux menaces ont été abordées : La défense des terres et des droits de l'homme, présentée par la militante écologiste Sœur Maudila Lopez (Guatemala), et les menaces numériques, élaborées par Joelle Rizk (conseillère en risques numériques du CICR). Trois partenaires communautaires ont réagi aux présentations.

Les participants ont passé l'après-midi dans quatre ateliers simultanés portant sur :

- La santé mentale et le bien-être dans le contexte de la violence sociopolitique,
- Promouvoir la transformation structurelle : Comment la PCP/A et la résistance non violente peuvent-elles se renforcer mutuellement?
- Le pouvoir des équipes féminines pour la paix (Women's Peace Teams) et
- Le rôle de la PCP/A dans les processus de paix contemporains.

La dernière partie de l'après-midi a été réservée aux groupes auto-organisés qui ont lancé de nouveaux sujets ou poursuivi les discussions.

Le matin du troisième et dernier jour du Rassemblement, les participants ont discuté de la formation d'une Communauté de pratique et ont décidé des prochaines étapes à suivre.



Dans l'après-midi, une table ronde politique a eu lieu à Genève, à laquelle ont participé quatre ambassadeurs des missions auprès de l'ONU des Pays-Bas, des Philippines, de la Sierra Leone et du Costa Rica. Ils ont parlé et écouté les contributions des médecins du Soudan du Sud, des États-Unis et de Colombie, ainsi que de membres du réseau de recherche Création d'un espace plus sûr et de CURE Violence.

Le rapport

Ce rapport résume les principaux faits marquants du Rassemblement dans un ordre à peu près chronologique, sur la base des notes prises par les différents preneurs de notes (voir la liste en page 4), des documents préparés avant le Rassemblement et des notes prises par les rapporteurs. De nombreuses présentations et de nombreux articles ont été élaborés pour ce Rassemblement. Ils complètent et développent les thèmes des séances décrites dans ce rapport. Ils sont archivés et disponibles dans le [Guide des ressources du Rassemblement, disponible en anglais, en espagnol et en français](#).

Enfin et surtout, les auteurs remercient leurs collègues du groupe de travail qui ont préparé le Rassemblement et qui ont ensuite lu et révisé ce rapport : Berit Bliesemann de Guevara, Mel Duncan, Adele Lennig et Huibert Oldenhuis.

Nonviolent Peaceforce est reconnaissant pour la contribution de tous les conférenciers, participants, bénévoles, personnel de soutien technique et donateurs qui ont rendu financièrement possible la tenue de ce Rassemblement. (cs)



PCP/A - Une Communauté de pratique en évolution

Le projet visant à explorer et documenter les bonnes pratiques en matière de PCP/A a débuté en 2014 et comprenait des recherches sur des études de cas, ainsi que des réunions régionales et internationales. Ces réunions ont validé et élargi la compréhension des bonnes pratiques d'accompagnement et de la protection civile de paix initialement documentées en 2014-2015.



Les études de cas et les réunions régionales ont confirmé que les relations sont au cœur de la manière dont les civils se protègent et protègent les autres, sans recourir à la violence. Ces relations se manifestent de plusieurs manières. Elles peuvent être utilisées pour dissuader la violence, protéger les civils ou encourager le respect des droits de l'homme. Les relations sont influencées par qui est en relation avec qui, dans quel contexte, sur quelle période, dans quel pays, avec quelle histoire. Plus de 70 bonnes pratiques ont été identifiées lors de l'analyse des études de cas initiales portant sur les pratiques organisationnelles internes, les pratiques de protection, le plaidoyer, la planification de la sortie de l'intervention, etc⁴.

Les réunions régionales n'ont contredit aucune des conclusions initiales ; elles ont plutôt ajouté plus de complexité et de nuances. Par exemple, alors que les premières études de cas parlaient du plaidoyer en faveur des personnes accompagnées, il est devenu clair qu'il existe différents types et niveaux de plaidoyer. Par exemple, pour les individus, pour les services, pour les communautés et auprès de groupes armés, de gouvernements étrangers et d'organisations internationales concernant les politiques. De même, il existe plusieurs formes d'accompagnement. Les personnes sont accompagnées pour assurer une protection physique immédiate, mais aussi un accompagnement psychosocial, juridique et politique.

Les réunions régionales ont mis en évidence la présence massive d'organisations d'autoprotection, de mécanismes communautaires et d'efforts dans le monde entier. Cela a permis de replacer la PCP/A dans une perspective historique plus appropriée. Elle n'est ni nouvelle ni "inventée" par Gandhi ou par divers autres praticiens du siècle dernier. Au contraire, on assiste à certaines nouvelles pratiques et les possibilités complémentaires d'autoprotection dans les communautés rejointes par les organisations internationales se développent de plus en plus. Centrer et soutenir le travail des communautés locales qui pratiquent l'autoprotection est un aspect important de la décolonisation de l'étude et de la pratique de la PCP/A. D'autres enseignements précieux incluent la clarté sur le fait que la PCP/A est une approche systémique et davantage un processus particulier à chaque contexte, et ne peut pas être simplement reproduite d'un endroit à un autre. Ce ne sont là

4 Furnari, Ellen (éd.) (2016) : "Wielding Nonviolence in the Face of Violence", Ed. Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung, Norderstedt:BoD

que quelques-unes des nombreuses bonnes pratiques mises en évidence lors des ateliers régionaux.

Les réunions régionales ont également mis en évidence les différences entre les diverses organisations de la PCP/A. Bien qu'une déclaration d'engagements communs ait été élaborée avant le Rassemblement de la Communauté de pratique, montrant les points communs fondamentaux partagés par la communauté de la PCP/A (disponible dans son intégralité à la page 31), les organisations varient dans la mesure où elles considèrent que la protection physique englobe également les préoccupations relatives à la violence basée sur le genre, à la santé et à d'autres services humanitaires. Elles ont une conception différente de leur compréhension et de leur engagement en faveur de l'impartialité ou de la solidarité, bien que la plupart des groupes de la PCP/A ne trouvent pas ces deux concepts contradictoires. Elles ont une conception différente selon qu'il s'agit de bénévoles, de bénévoles rémunérés ou de personnel rémunéré. Il existe un large éventail d'organisations qui représentent essentiellement des efforts locaux, d'autres qui combinent des éléments locaux et internationaux, et d'autres encore qui sont exclusivement internationales. Bien que pour toutes les organisations, les relations soient essentielles, elles ont une conception différente en fonction des relations qu'elles recherchent ou évitent avec le gouvernement et les forces de sécurité du pays où elles travaillent. Elles se différencient également par l'ampleur des stratégies et des méthodes utilisées. Tout cela est directement lié aux différentes missions et objectifs de ces organisations. Cette diversité est respectée au sein de la Communauté de pratique et est considérée comme une richesse.

Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis le début du processus des bonnes pratiques, les types de violence et leurs contextes politiques n'ont cessé d'évoluer. On a constaté une augmentation constante des impacts de la violence criminelle et des entreprises sur les communautés où la PCP/A est pratiquée. Les régimes autoritaires ont remplacé des régimes pouvant être considérés comme étant quasi-démocratiques et sont moins vulnérables aux pressions exercées pour faire respecter les droits de l'homme. L'augmentation du soutien chinois aux régimes autoritaires et non démocratiques a également réduit les possibilités d'influence. Les perturbations toujours croissantes dues au chaos climatique ont également un impact sur les contextes et les types de violence abordés. Et comme l'a montré l'atelier sur les menaces imminentes (voir page 17 ci-dessous), les technologies numériques, y compris l'utilisation des réseaux sociaux pour fomenter la violence, ont une portée de plus en plus grande. Face à ces changements, les pratiques elles-mêmes doivent évoluer et évoluent.

L'arrivée de l'épidémie de Covid-19 en 2020 a eu un impact considérable sur la PCP/A. En particulier, il n'était pas possible pour de nombreuses organisations internationales d'avoir



Tout cela constitue une communauté très riche qui peut démontrer qu'il existe un domaine spécifique de la PCP/A, et pas seulement quelques projets aléatoires. Il est nécessaire d'entreprendre plus d'apprentissage partagé, plus de coopération et de coordination au-delà des différences, et plus d'efforts pour augmenter le financement et l'utilisation de la PCP/A, et de déployer des efforts en ce sens.

des volontaires ou du personnel international dans les communautés où elles travaillaient. Certaines organisations se sont recentrées sur la protection physique contre les infections et les décès qui en découlent. L'incapacité d'être présent a nécessité de s'appuyer davantage sur le personnel et les bénévoles locaux, et de développer des moyens d'accompagner les processus à distance. Même si la pandémie devient endémique, cette évolution s'est poursuivie. Il est clair que, dans de nombreux cas, le personnel et les bénévoles locaux peuvent protéger efficacement d'autres personnes sans la présence effective d'un personnel international. En fait, la pandémie a également mis en lumière le travail déjà accompli au sein des communautés locales.

Tous ces facteurs ont conduit au choix de deux thèmes principaux de travail entre le Rassemblement international en ligne et le Rassemblement en présentiel. Ces deux groupes – sur la décolonisation de la PCP/A et sur l'engagement des voix de la communauté – reflètent les nombreux changements et soulignent également la nécessité d'une nouvelle évolution des pratiques. Le troisième groupe de travail sur l'évaluation et l'apprentissage reflète les nouveaux défis auxquels sont confrontés les efforts et les organisations de la PCP/A. La conviction que l'efficacité de la violence est si profonde que même si la protection contre la violence est souvent au mieux inefficace et au pire profondément nuisible, on lui demande rarement de prouver que la violence fonctionne. Les efforts de la PCP/A reflètent un paradigme différent reposant sur les atouts de la non-violence et sont généralement considérés comme contre-intuitifs, ce qui conduit à une demande fréquente de "prouver" que cela fonctionne.



Au cours de cette période, les recherches et les écrits sur la PCP/A se sont multipliés. La recherche s'est concentrée sur le fonctionnement de la PCP/A, sur les liens entre la PCP/A et d'autres efforts de protection, sur la concrétisation du travail dans de nombreux contextes différents et entrepris par des personnes ayant des rôles très différents. Le réseau de recherche international Création d'un espace plus sûr, dirigé par l'Université d'Aberystwyth, comprend une base de données croissante de documentation qui contient actuellement des références à plus de 700 articles, livres, vidéos et rapports connexes.⁵

Le Rassemblement de Ferney-Voltaire, point culminant de la dernière décennie, a permis d'affirmer et d'approfondir la réalité d'une Communauté de pratique. Il existe des principes et des engagements partagés. Il existe des distinctions importantes entre les objectifs et les pratiques entre différentes organisations et même entre différents projets au sein d'une même organisation. Tout cela constitue une communauté très riche qui peut démontrer qu'il existe un domaine spécifique de la PCP/A, et pas seulement quelques projets aléatoires. Il est nécessaire d'entreprendre davantage d'apprentissage partagé, de coopération et de coordination au-delà des différences, et de déployer davantage d'efforts pour accroître le financement et l'utilisation de la PCP/A. Tout comme la PCP/A est une pratique relationnelle au sein des communautés, nous construisons des relations les uns avec les autres et elles nous rendent plus forts. Cette communauté renforcera nos capacités à nous protéger et à protéger les autres, à atteindre de nouvelles communautés et à faire face aux nouvelles menaces et à la violence. (ef)

5 <https://creating-safer-space.com/ucp-research-database/>

Honorer les relations: décolonisation de la PCP/A

Au cours de la dernière décennie, de nombreuses organisations de la PCP/A ont pris conscience des questions d'intersectionnalité, de racisme et de la nécessité de décoloniser leur travail. L'ancien paradigme selon lequel des blancs munis de passeports de pays puissants protégeaient les activistes et les communautés des pays à faible revenu est de plus en plus démenti. Plusieurs organisations ont lancé des processus internes pour traiter les questions d'intersectionnalité, c'est-à-dire "comment différents systèmes d'oppression (race, classe, genre, orientation sexuelle, etc.) se croisent pour affecter différemment des groupes ou des individus spécifiques, en particulier les minorités".⁶ L'influence coloniale, en particulier, "se manifeste dans trois dimensions: le contrôle du pouvoir, de l'identité et du savoir".⁷



Depuis le Rassemblement en ligne de fin 2021, un groupe de travail sur "Décolonisation de la protection civile de paix/d'accompagnement" s'est réuni deux fois par mois. Il a créé quatre ressources:

- [Boîte à outils pour une perspective décoloniale en matière protection civile non armée.](#)
- [Étapes de la décolonisation des instances dirigeantes après la Crise](#)
- [Identification des barrières à la gouvernance décolonisée](#)
- [Principaux enseignements de la décolonisation](#)

"Décolonisation de la protection civile de paix/d'accompagnement" était l'un des trois groupes de discussion du premier soir.

Les trois aspects de la décolonisation

La décolonisation de la PCP/A doit être entreprise à trois niveaux : au niveau du personnel (bénévoles, personnel et conseil d'administration), au niveau de l'organisation et au niveau de la gouvernance. Si les instances dirigeantes ne s'engagent pas clairement en faveur de la décolonisation, avec des objectifs mesurables et progressifs, assortis d'un calendrier, et si les dirigeants de l'organisation ne sont pas tenus pour responsables, les chances de succès sont peu probables.

La boîte à outils contient une série d'exercices permettant aux individus et aux groupes de réfléchir à leur statut et à leur position, comme une trajectoire de vie, en identifiant les privilèges des blancs, des hommes, des hétérosexuels, de l'âge et d'autres privilèges. Le groupe de Ferney-Voltaire a testé un exercice sur l'intersectionnalité.

6 Article "Exercice sur l'identité et l'intersectionnalité" présenté lors du Rassemblement.

7 Article "Boîte à outils pour une perspective décoloniale sur la protection civile de paix", p5

Changement organisationnel

Après avoir réfléchi sur le plan personnel, le groupe s'est penché sur l'expérience de deux organisations qui ont entrepris un processus de décolonisation : Peace Direct (PD) et Équipes Communautaires Artisans de Paix (CPT). Ces processus ont été complexes et se sont heurtés à des résistances, de la part de certains dirigeants comme de certains sympathisants, mais les deux organisations en sont sorties avec des identités remodelées et des politiques inclusives.

Muriel Schmid, directrice administrative des Équipes Communautaires Artisans de Paix, a expliqué comment les Équipes Communautaires Artisans de Paix avaient recentré leur travail sur la *lutte contre l'oppression* et commencé par un "audit lutte contre l'oppression" externe. Ce processus les a conduits à changer leur nom d'Équipes *Chrétiennes* Artisans de Paix en Équipes *Communautaires* Artisans de Paix. Leur gouvernance est désormais ascendante, les personnes sur place informant le conseil d'administration. Elles ont mis au point un vaste ensemble de ressources contre l'oppression, disponibles sur leur site internet cpt.org.

Les principaux enseignements tirés par Dylan Matthews, directeur exécutif de PD (Peace Direct), sont les suivants:

- Accepter de changer de stratégie et d'abandonner les objectifs de croissance.
- Les conversations vont être difficiles. Être prêts.
- Préparer les personnes à gérer les désaccords.
- Créer un plus grand nombre de candidats à l'emploi.
- Discuter avec les partenaires du pouvoir et de ce qui pourrait être amélioré.
- Nécessité d'une gestion de haut niveau, de personnel et d'investissements financiers.

Le groupe de travail qui s'est réuni au cours de l'année a identifié dans son article "Identification des barrières à la gouvernance décolonisée" cinq types d'obstacles :

- La composition des instances dirigeantes ne reflète pas la diversité des communautés partenaires avec lesquelles travaille l'organisation.
- Les attitudes colonialistes des membres actuels des instances perpétuent les structures coloniales.

Principaux enseignements pour la décolonisation

Les principaux enseignements suivants ont été tirés de l'étude des documents produits par les ONGI qui travaillent depuis plusieurs années à la décolonisation de leur prise de décision.

1. L'organisation doit s'engager par écrit à changer.
2. Les instances dirigeantes doivent établir un calendrier avec des objectifs de changement afin d'engager leur responsabilité.
3. Tous les membres de l'organisation doivent s'engager à faire un travail personnel et à déterminer comment ils s'acquitteront de leurs tâches individuelles.
4. L'accent doit être mis sur la reconnaissance et, si nécessaire, sur le renforcement des capacités locales de gouvernance.
5. L'organisation doit identifier les valeurs coloniales originelles, par exemple la suprématie blanche, sur lesquelles elle se fonde et élaborer un dispositif permanent pour détecter et atténuer ces valeurs. Par exemple en effectuant à intervalle régulier des évaluations avec le conseil d'administration.
6. L'organisation doit régulièrement évaluer l'efficacité de ces enseignements.
(extrait du document préparatoire portant ce titre)

- Les attentes des donateurs peuvent encourager des comportements colonialistes.
- Les disparités de ressources économiques empêchent toutes les membres des instances de participer sur un même pied d'égalité.
- Travailler dans un contexte multilingue peut engendrer des difficultés.

L'article donne des exemples et suggère des moyens d'atténuer ces obstacles. Par exemple par l'éducation, l'échange d'expériences et l'engagement de ressources en faveur de la participation ou de la traduction.

Au cours de la discussion, il a été souligné que les identités ne sont pas fixes mais dépendent du contexte. Cela est essentiel pour comprendre comment décoloniser à la fois en interne au sein des organisations et comment la PCP/A est présentée au monde extérieur. En même temps, c'est le contexte local qui compte. Pour les organisations occidentales qui poursuivent une politique de décolonisation, c'est un défi particulier lorsqu'une communauté locale demande des accompagnateurs à la peau blanche ou munis d'un passeport américain / européen.

L'autoprotection de la communauté comme moyen de décolonisation

Un aspect important de la décolonisation est l'autoprotection de la communauté. Trois autrices brésiliennes et colombiennes (Catarina Bezerra, Victória Barros et Laura Jiménez) ont présenté un article intitulé "[Autoprotection de la communauté et la protection civile de paix/accompagnement: vers une décolonisation de la paix](#)" (seulement en Anglais).

Trois projets ont été présentés, démontrant que la PCP/A peut être menée à bien sans intervention directe de pays à revenu élevé:

Beatriz Arias Lopez a montré comment les organisations d'art et d'alphabétisation ont revendiqué l'espace et assuré une protection solide à Medellin, en Colombie, en utilisant notamment un groupe de carnaval, des cortèges et des pièces de théâtre. Elizabeth Akon Mading et Mary Nyachuot ont décrit comment les femmes ont formé 61 Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes au Soudan du Sud avec le soutien et la formation de Nonviolent Peaceforce. En travaillant en groupe, elles sont en mesure de protéger les femmes contre la violence basée sur le genre et d'empêcher les enfants d'être enlevés pour devenir des enfants soldats, parmi de nombreuses autres activités.

Parfaite Ntahuba a expliqué comment le Quaker Peace Network a organisé et formé des équipes d'alerte précoce / d'intervention rapide dans les zones les plus instables pendant la période électorale de 2020. L'essentiel était d'inclure des personnes des deux partis et de différents groupes ethniques dans chaque équipe. Une formation sur les traumatismes a été nécessaire avant de pouvoir commencer la formation à la PCP/A.(cs)



Primauté des acteurs locaux : Groupe de travail sur Engager les voix de la communauté



Photo: Christine Schweizer

South Sudan 2011, Nonviolent Peaceforce staff monitors a peace meeting.

Après le Rassemblement virtuel, le thème "Engager les voix de la communauté" (Engaging Community Voices) a été choisi comme l'un des deux principaux sujets à approfondir et un groupe de travail a été formé pour identifier comment les interventions, les programmes et les efforts de la PCP/A interagissent avec les communautés locales de manière appropriée et éthique, et comment les voix locales peuvent être élevées ou amplifiées dans des cercles plus larges. Le groupe note que : "Depuis juin 2022, des représentants de dix organisations travaillant dans quinze pays ont exploré les moyens d'améliorer nos approches pour impliquer les communautés locales et écouter plus attentivement les voix locales." Les membres du groupe provenaient d'organisations locales travaillant dans leurs propres communautés et d'organisations travaillant à l'échelle internationale, régionale ou nationale. Le travail du groupe s'est principalement concentré sur les activités et les interventions des organisations non locales.

À partir de ces conversations approfondies, le groupe a élaboré trois documents à partager lors du Rassemblement. L'un d'entre eux se concentre sur [la manière d'éviter de nuire ou d'entraver la capacité et les efforts d'une communauté locale à se protéger elle-même](#). L'autre portait sur la nécessité et les éléments d'un [code éthique pour les organisations de la PCP/A](#) s'engageant auprès des communautés locales. Un troisième document mentionné lors de l'atelier a été rédigé par Nonviolent Peaceforce concernant son travail en Ukraine, intitulé [.Partenariats responsables? Risque, protection et acteurs locaux de la réponse humanitaire en Ukraine"](#)

Ne pas nuire est un principe humanitaire fondamental (bien qu'il ne s'agisse manifestement pas d'un principe du secteur de la sécurité). Mais la manière de le faire en pratique n'est pas toujours claire. Des préjudices peuvent être causés malgré de bonnes intentions en raison d'un manque de compréhension de l'impact. Le groupe, qui s'est concentré principalement sur le travail des organisations non locales dans les communautés, a relevé plusieurs catégories générales de préjudices, décrivant des activités spécifiques qui pourraient causer ou causeront ces préjudices, ainsi que des moyens de les atténuer. Ces catégories incluent : Retirer leur pouvoir aux communautés, les priver de leurs droits, créer davantage de conflits, réduire les ressources disponibles pour la communauté et causer un préjudice direct.



Le sous-groupe qui a travaillé sur l'éthique a élaboré des "[Directives pour un code éthique](#) des organisations de la protection civile de paix/accompagnement lors de l'engagement des voix communautaires". Ce document s'appuie sur des principes partagés par certaines organisations de la PCP/A, voire par toutes. Pour chaque principe général, il existe un certain nombre de déclarations éthiques potentielles ou de sous-principes qui peuvent être incorporés ou traités dans un code d'éthique. Les principes fondamentaux sont la non-violence, l'inclusion, la diversité et l'équité, la primauté des acteurs locaux, la lutte contre l'oppression et la transparence. Outre l'exploration de ces principes, le document comprend des directives sur la manière dont ces principes éthiques peuvent être mis en œuvre dans le travail quotidien. Ces directives comprennent des descriptions de la stratégie et des méthodes de travail au niveau communautaire conformes aux principes de l'engagement des voix communautaire. Ces stratégies et méthodes portent sur, par exemple : Reconnaître, soutenir et renforcer les approches et les systèmes locaux de paix et de réconciliation ; créer un espace sûr pour que les gens puissent transformer leurs propres conflits; identifier et travailler avec plusieurs niveaux de leadership communautaire et pas seulement avec les leaders officiels; utiliser des méthodes de consolidation de la paix qui rassemblent les gens au lieu de les diviser; se concentrer sur le leadership des femmes et des jeunes; s'abstenir de faire tout ce que la communauté peut faire pour elle-même.

[Le rapport de Nonviolent Peaceforce sur l'Ukraine](#) aborde les préoccupations concernant la manière dont les risques sont externalisés vers les efforts de protection locaux, sans soutien adéquat de la part des organisations internationales et des donateurs. Il comprend une documentation sur la manière dont Nonviolent Peaceforce tente de répondre à ces préoccupations et à ces inégalités. Bien que la nécessité pour les organisations internationales, les institutions et les intervenants militaires de travailler avec les organisations locales et de développer un certain degré de coopération soit presque universellement reconnue, cette coopération est souvent motivée par les agendas des entités extérieures et se présente sous la forme d'une consultation avec un sous-ensemble limité de la communauté plutôt que d'un véritable partenariat. L'un des principes clés qui se manifeste tout au long du travail de la PCP/A est la primauté des acteurs locaux. Pratiquement toutes les organisations non locales travaillent en étroite collaboration avec la population locale, même si ce n'est pas toujours dans le cadre d'un partenariat. Mais lorsqu'une organisation affirme avoir établi un partenariat, elle doit le faire d'une manière qui non seulement ne nuit pas, mais qui est véritablement axée sur un partage réel du pouvoir, des ressources, des



Morans of Laikipia West, Laikipia County (Kenya) discussing their role in conflicts and peace building.

connaissances, etc. Le document de Nonviolent Peaceforce met en évidence toutes ces questions et explique comment interagir de manière responsable.

Au cours de l'atelier de Ferney-Voltaire, les participants ont réfléchi à des moyens de prévenir les préjugés, en se basant sur des principes, l'éthique et des partenariats responsables. Ils ont été conçus comme des messages destinés à des groupes spécifiques - donateurs, médias, partenaires communautaires et organisations de la PCP/A. Les messages élaborés à l'intention des groupes de la PCP/A reprennent bon nombre des thèmes susmentionnés. Il s'agit notamment de: Veiller à obtenir le consentement éclairé des autorités locales; rechercher des méthodes qui apportent une expertise sans favoriser la dépendance; jouer parfois un rôle de défenseur même si cela ne relève pas du mandat ; reconnaître que la protection évolue du besoin d'autoprotection au besoin de services, car l'absence de nourriture et d'éducation ne nous donne pas les moyens d'exercer un renforcement des capacités ; s'engager à l'auto-évaluation en ce qui concerne les perspectives coloniales et à réviser la formation si nécessaire ; éviter d'imposer des normes extérieures.(ef)

Les messages élaborés pour les groupes de la PCP/A sont les suivants:

- Veiller à obtenir le consentement éclairé des autorités locales;
- Rechercher des méthodes d'apport d'expertise qui ne favorisent pas la dépendance;
- Jouer parfois un rôle de défenseur, même si cela n'entre pas dans le cadre de votre mandat;
- Reconnaître que la protection évolue du besoin d'autoprotection au besoin de services, parce que l'absence de nourriture et d'éducation ne nous donne pas les moyens d'exercer un renforcement des capacités;
- S'engager à l'auto-évaluation en ce qui concerne les perspectives coloniales et à réviser la formation si nécessaire et
- Éviter d'imposer des normes extérieures.

Recherche et évaluation : Apprendre ce qui fonctionne en PCP/A

"Apprendre ce qui fonctionne en PCP/A" était le troisième groupe de discussion lors du premier jour du Rassemblement. Comme les deux précédents, il reposait sur les travaux réalisés par un groupe de travail au cours des mois précédents. Ce groupe, intitulé "Innovation dans l'évaluation et l'apprentissage", s'était penché sur les bonnes pratiques et les innovations en matière d'apprentissage en PCP/A et aux moyens de les mettre en œuvre dans de futurs travaux. Il a été mis en place par le réseau international de recherche [*Création d'un espace plus sûr*](#) coordonné par Berit Bliesemann de Guevara à l'université d'Aberystwyth. Financé par le Arts and Humanities Research Council du Royaume-Uni par l'intermédiaire du Global Challenges Research Fund, *Création d'un espace plus sûr* soutient la recherche sur la protection civile de paix et l'autoprotection des communautés. Le réseau compte actuellement 26 projets en cours, dont trois qui pilotent une nouvelle approche d'évaluation participative développée par le groupe de travail. Pour le Rassemblement, ils ont soumis un article intitulé "[*La méthodologie d'évaluation et d'apprentissage participatifs pour la création d'un espace plus sûr pour la PCP/A*](#)" (en Anglais).

Le groupe de discussion de Ferney-Voltaire a commencé par un exercice pratique d'enquête réflexive et a exposé la manière dont cette approche peut contribuer à l'apprentissage au sein de l'organisation ou de la communauté, en abordant deux questions :

- Quelle est la question majeure dont la réponse ferait réellement avancer notre travail?
- Serait-il utile dans votre travail de continuer à vous livrer à une pratique réflexive? Si c'est le cas, comment pourriez-vous y parvenir?

Quatre principes directeurs pour les évaluations participatives

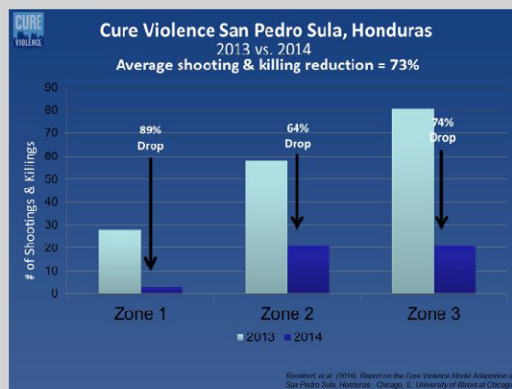
1. **Participative** : La conception de l'évaluation doit bénéficier d'une contribution significative des communautés, des partenaires et/ou des parties prenantes afin de refléter la langue et le contexte. Dans l'idéal, les questions sont élaborées avec les communautés locales, les partenaires et/ou les parties prenantes.
2. **Interne à l'organisation ou à la communauté** : Les personnes chargées de l'évaluation sont internes à l'organisation ou à la communauté dont elles évaluent les efforts de protection et non des évaluateurs externes.
3. **Conversations semi-structurées** : Les évaluations avec des individus ou des groupes doivent se faire au moyen de questions itératives et ouvertes, avec la possibilité de poser des questions de suivi. Les conversations informelles dans des environnements naturels sont utiles dans la mesure du possible, de même que les observations de terrain et - lorsqu'elles peuvent soutenir les méthodes participatives - les études documentaires de la documentation existante.
4. **Réflexion continue sur le processus** : Les questions et les interactions doivent être constamment revues à la lumière des réactions des participants. Les évaluateurs doivent travailler avec les participants pour trouver la bonne formulation et les meilleures formes d'interaction, et doivent penser à "évaluer l'évaluation" durant tout le processus.

Source: "[*La méthodologie d'évaluation et d'apprentissage participatifs pour la création d'un espace plus sûr pour la PCP/A*](#)"

PREVENTING AND REDUCING VIOLENCE USING NONVIOLENCE WORKS EFFECTIVELY

"The death sentences against each and every one of us have not been carried out, only because we are not alone, because we have Peace Brigades International's accompaniment and unconditional defence."

Francisco Campo – CREDHOS' (PBI 2017)



Research on UCP/A demonstrates that it saves lives, creates safe spaces, is inclusive and reduces levels of violence.

Les participants ont répondu qu'il était nécessaire de prendre le temps de la réflexion, mais que le temps manquait souvent, et qu'il fallait trouver un espace pour le faire, tant au niveau local qu'au niveau institutionnel.

Dans la deuxième partie de la session, les membres du réseau Création d'un espace plus sûr ont présenté des exemples de projets de recherche financés par le réseau dans différentes régions afin de montrer, entre autres, que la recherche universitaire peut être menée dans le cadre de collaborations équitables avec des organisations et des communautés, et qu'elle ne conduit pas forcément à des expériences négatives en matière d'extraction de données.

La troisième partie de la session a commencé par une présentation des quatre principes directeurs de l'évaluation participative (voir le cadre à droite), développés par le groupe de travail "Innovation dans l'évaluation et l'apprentissage" avant le Rassemblement. Elle a été suivie d'une présentation de trois exemples de projets financés par le réseau Création d'un espace plus sûr: À Cali (Colombie), le projet étudie l'impact des actions menées par les organisations locales dans des contextes urbains violents et marqués par la ségrégation sociale, ainsi que sur les perceptions et les réalités en matière de sécurité et de protection au sein des diverses populations qui y sont installées.⁸ Le projet mené à Hébron par Operazione Colomba (OC) ("Opération Colombe, Italie") "vise à évaluer l'impact de la collaboration en cours entre les bénévoles internationaux et la communauté palestinienne dans les collines du sud d'Hébron, en Cisjordanie. Les résidents palestiniens étant confrontés à la violence des colons israéliens, notamment à l'égard des enfants, Operazione Colomba leur a apporté un soutien essentiel en les accompagnant dans le cadre de la PCP. Il est crucial d'évaluer l'influence qu'a eu ce partenariat sur la sécurité et le bien-être. Le projet vise à comprendre le rôle d'Operazione Colomba dans la création d'un sentiment de sécurité entre 2018 et 2023, en accord avec les efforts de résistance non violente menés par la communauté palestinienne, et la capacité à rester réactif aux besoins."

⁸ Voir <https://creating-safer-space.com/contributions-of-grassroots-organisations-to-the-implementation-of-unarmed-civilian-self-protection-strategies-in-violent-urban-contexts/>



Le troisième exemple présenté était le projet de recherche de Meta Peace Teams avec des organisations d'aide aux migrants à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. "L'évaluation pilote mesurera l'impact, le succès et les enjeux des efforts de la PCP à travers l'observation des participants et des conversations guidées avec les organisateurs de la PCP/A, les participants aux délégations et les responsables chez les migrants."

Le groupe s'est ensuite divisé en deux sessions. L'une sur la recherche collaborative et l'autre sur l'évaluation participative. L'évaluation participative se heurte à des obstacles soulevés par les bailleurs de fonds. Ils souhaitent généralement des chiffres et des évaluateurs externes pour s'entretenir avec les participants et d'autres personnes, mais pas de méthodologie participative. Le temps nécessaire à y consacrer constitue un autre obstacle.

En ce qui concerne les formes de recherche collaborative, il a été noté que les objectifs et les priorités des universitaires et des praticiens ne s'alignent pas toujours. L'un des objectifs est de faire progresser les connaissances de base sur le processus de la PCP/A. Un autre objectif est de produire des connaissances utiles aux praticiens de la PCP/A sur place. Il a été noté qu'il faudrait disposer de manuels et d'autres documents systématiques sur la recherche et l'évaluation.

Un groupe de discussion s'est également penché sur les prochaines étapes de la recherche. Des idées telles qu'un manuel, des articles sur les bonnes pratiques mais aussi l'éducation à la paix et la formation de nouveaux chercheurs et praticiens ont été évoquées. (cs)

Mural in the municipality of San Luis, Antioquia, Colombia.



Photo: Mateo Valderrama Arboleda

Menaces imminentes : Transformer les défis en stratégies



Le deuxième jour du Rassemblement, une séance plénière a été organisée sur les menaces imminentes (voir la page de ressources à la fin de ce document pour les liens vers les nombreux et excellents documents à lire avant le Rassemblement concernant la protection en cette période de violence environnementale et de menaces numériques). Bien qu'il existe un grand nombre de menaces politiques et autres qui remettent en cause la protection des civils, la session s'est concentrée sur deux d'entre elles : les défenseurs de la terre, en particulier dans le contexte du changement climatique (également appelé "violence écologique"), et les menaces numériques.

Les défenseurs de la terre

La séance plénière a commencé par une explication du lien entre le changement climatique, les violences perpétrées contre notre environnement et les menaces qui pèsent sur les défenseurs de la terre. Il y a eu une forte augmentation des meurtres de défenseurs de la terre/l'environnement ces dernières années ([voir la présentation en Anglais](#)). 1 733 défenseurs de l'environnement ont été tués entre 2012 et 2021, et les chiffres continuent d'augmenter. Plus de 40 % des personnes tuées étaient des indigènes, bien qu'ils ne représentent qu'un faible pourcentage de la population.

Sœur Maudila Lopez, du Guatemala, a partagé les connaissances et les croyances indigènes concernant la place de l'homme dans notre monde. La Nature est notre mère, nous sommes nés de son ventre. Ainsi, lorsque nous défendons la terre, nous sommes la Nature qui se défend elle-même, plutôt que des défenseurs de l'environnement. Dans d'autres parties du monde, l'eau est le centre de la vie pour les peuples indigènes (voir ci-dessous les défenseurs de l'eau aux États-Unis). Ainsi, lorsque les sociétés minières extraient des éléments de la terre et polluent l'eau, lorsque les entreprises agroalimentaires cultivent une seule variété de plante sur de vastes étendues de terre, cela entraîne la mort des populations indigènes. Lorsque ces derniers s'expriment, protestent et tentent de mettre un terme à ces pratiques, ils sont emprisonnés, assassinés et accusés de soutenir des partis politiques d'opposition, ce qui est considéré comme un crime dans certains pays. Des pays à revenu élevé aux pays à faible revenu, nous devons comprendre à quel point nos vies sont interconnectées et nous défendre mutuellement.



En réponse à cette présentation, Andrea Pierce, membre de *The Little Traverse Bay Bands of Odawa Indians*, a évoqué l'histoire récente des protecteurs de la terre et de l'eau aux États-Unis. Un grand nombre d'oléoducs et de gazoducs aux États-Unis passent sur ou à proximité de terres indigènes et menacent notamment leur eau. En réponse aux tentatives pacifiques de protestation et de protection des activistes (voir les vidéos "[L'eau, c'est la vie](#)" et "[La police torture les manifestants](#)" (en Anglais), la police s'est de plus en plus militarisée. Lors de la lutte contre le Dakota Access Pipeline, des policiers d'autres juridictions sont venus renforcer les attaques et ont reçu une prime pour ce travail. Les compagnies pétrolières paient les forces de l'ordre pour charger les manifestants et pour partager des informations concernant les défenseurs. Ce type de réponse militarisée face aux défenseurs de la terre et de l'eau se retrouve dans de nombreuses régions du monde. Leur protection devient un enjeu important.

Menaces numériques

Joelle Rizk, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a présenté un exposé approfondi et riche d'enseignements sur l'impact des technologies numériques sur la protection des civils (voir les documents à lire dans le Guide des ressources). Le CICR s'est engagé dans l'analyse et dans des activités liées à ces menaces interdépendantes. Les catégories générales de menaces comprennent l'utilisation des technologies numériques dans la guerre elle-même - telles que l'utilisation d'outils automatisés et la guerre de l'information liée à la guerre psychologique. Les différentes technologies rapprochent les civils des lignes de front à bien des égards et augmentent le risque qu'ils deviennent des cibles. Elles rendent encore plus floue la distinction entre civils et combattants et entre objets civils et militaires.

Le recours à la désinformation, à la surveillance et au blocage de l'accès à l'Internet et à l'information a de nombreuses répercussions. Notamment, la méfiance à l'égard de toute information, les préjudices psychologiques et les souffrances mentales ainsi que la perte d'accès à des informations précises permettant de prendre des décisions judicieuses et parfois rapides. Les défis posés aux organisations humanitaires ont trois axes :

1. Impact sur le comportement des ONGI et des ONG et sur la manière dont nous traitons les données - ce que nous collectons, comment nous le stockons et l'utilisons ;
2. Les changements de comportement des acteurs du conflit - leur utilisation d'armes augmentées par l'IA, le recours à la surveillance, le ciblage des ONGI dans des campagnes de désinformation, la fermeture de sites web ou de l'Internet dans son ensemble ;
3. Les défis posés par l'utilisation de la technologie par les communautés elles-mêmes - croire les rumeurs alimentées sur les réseaux sociaux et les diffuser, s'impliquer plus directement dans le conflit en soutenant les informations diffusées par les acteurs armés, diffuser des discours de haine, agir sur la base de la désinformation.

Dans ce contexte, il est essentiel que les organisations acquièrent une connaissance approfondie des risques. Nous devons former notre personnel à reconnaître la guerre de l'information et de la désinformation, à traiter les données avec le plus grand soin et à disposer de plans de réponse aux attaques des réseaux sociaux. Nous devons avant tout développer une connaissance suffisante pour ne pas nuire.

Lors de la discussion qui a suivi la présentation, Joelle a donné quelques exemples de ce que fait le CICR. Par exemple, pour protéger les données, ils n'utilisent pas d'applications/ de logiciels disponibles sur le marché, mais uniquement ceux développés par et pour le CICR. Ils forment leur personnel non seulement aux aspects techniques, mais aussi à la manière de réagir aux récits préjudiciables et aux discours de haine.

Même si de nombreuses organisations de la PCP/A sont déjà focalisées sur la sécurité de leurs communications et de leurs données numériques, cette présentation a permis d'avoir une vision beaucoup plus large des nombreux défis que représentent les technologies numériques pour la protection des civils. En particulier, il faut comprendre comment les réseaux sociaux et les technologies numériques rapprochent les civils des lignes de front des conflits et comment cela influe sur les pratiques de protection de la PCP/A. (ef)



Dans ce contexte, il est essentiel que les organisations acquièrent une connaissance approfondie des risques. Nous devons former notre personnel à reconnaître la guerre de l'information et de la désinformation, à traiter les données avec le plus grand soin et à disposer de plans de réponse aux attaques des réseaux sociaux.



CITATION D'UN PARTICIPANT.

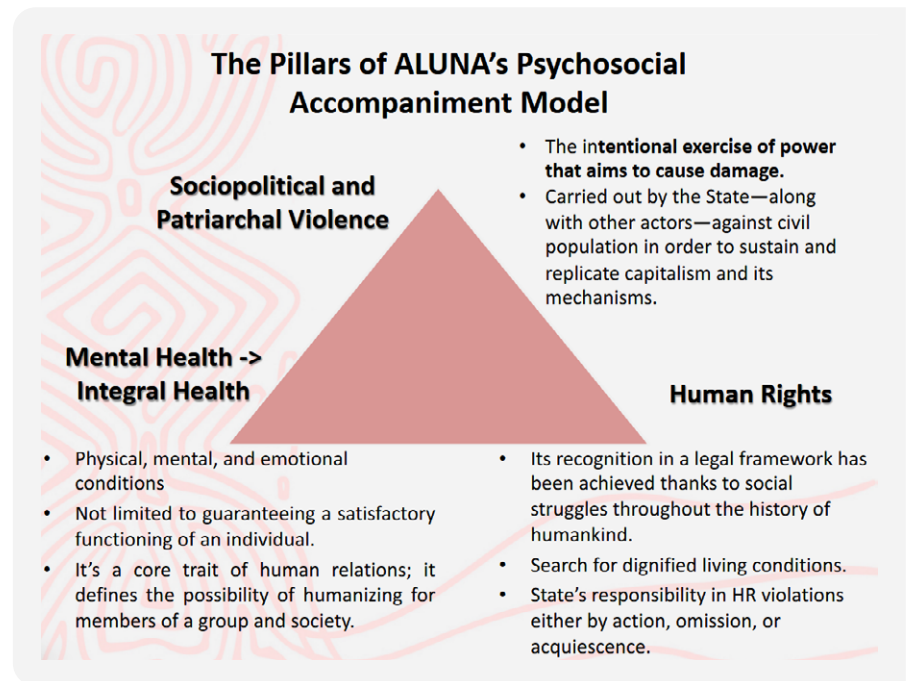
La santé mentale et le bien-être dans le contexte de la violence sociopolitique

Dans de nombreux pays du monde, les défenseurs des droits de l'homme et les militants sont confrontés à différents types de violence, ce qui a un impact dans plusieurs domaines (psycho-émotionnel, politique, sécurité, dynamique de groupe) et sur différents aspects de leur vie (personnel, familial, organisationnel et social). Les défenseurs des droits de l'homme, les militants et les journalistes exercent leur activité dans un environnement violent. Ils risquent la persécution judiciaire, la torture, le déplacement forcé voire les exécutions et les disparitions forcées. Il peut en résulter un grave traumatisme psychosocial qui, à son tour, porte atteinte non seulement à la personne qui subit le traumatisme mais aussi à sa famille, à son organisation et au tissu social dans son ensemble. Le travail de guérison des traumatismes est très différent selon les contextes.

Les organisateurs de cet atelier ont mis à disposition deux articles préalables à la préparation de l'atelier:

- [Clés pour un accompagnement psychosocial](#) (en Anglais seulement)
- [En tant que femmes défenseuses, comment faire face à nos peurs dans le contexte actuel? \(en Anglais seulement\)](#)

L'atelier a été préparé et animé par Laura Espinosa de *ALUNA*, une organisation de la société civile mexicaine fondée en 2013, qui a travaillé avec PBI-Mexico (Brigades de Paix Internationales au Mexique) et de nombreuses autres organisations. *ALUNA* cherche à contribuer au renforcement psychologique des militants dans des contextes de violence sociopolitique. Il s'agit d'un groupe interdisciplinaire dont les racines plongent dans la théologie de la libération latino-américaine et la psychologie sociale de la libération. Son objectif global est "d'aider les acteurs politiques et sociaux (défenseurs des droits de l'homme, organisations de défense des droits de l'homme, organisations de victimes, communautés indigènes et paysannes, ainsi que les journalistes) à renforcer leur bien-être psycho-émotionnel, leur



Accompagnement psychosocial et PCP/A

Deuxièmement, il est essentiel de chasser le mythe du "travailleur de la PCP/A invulnérable". Au cours de l'atelier, les travailleurs de la PCP/A ont indiqué avoir souvent le sentiment qu'ils ne doivent pas montrer ou admettre qu'ils ont peur, car cela pourrait renforcer la position de l'ennemi, démoraliser ceux qu'ils protègent, les comparer défavorablement à leurs collègues et accroître leur propre peur. L'aide à la santé mentale vise à réduire ce "complexe du Messie" et à montrer que ce travail est un processus coopératif, impliquant un soutien mutuel plutôt qu'une compétition individualiste. Prendre soin de soi et accepter sa vulnérabilité sont deux choses qui doivent être considérées comme intrinsèques à la réussite du travail personnel, à la cohésion familiale, à une organisation saine, et, en fin de compte, à la réussite des objectifs sociaux et politiques généraux. Plusieurs participants ont suggéré que les travailleurs pourraient être plus réceptifs s'ils prenaient conscience qu'une bonne santé mentale, personnelle et organisationnelle, était nécessaire à la réussite du projet politique.

Parmi les enseignements tirés par ALUNA, on peut citer¹⁰:

- Comprendre le contexte et les impacts permet de sensibiliser les personnes et de donner un sens à leur expérience.
- L'importance de différencier le risque et la peur.
- Pour construire une stratégie de sécurité, il est nécessaire de promouvoir et de créer une "culture de la sécurité" et de soutenir le projet politique.
- Il est important d'avoir une compréhension globale de ce qu'implique la sécurité car les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de défense des droits de l'homme sont affectés par les menaces de différentes manières et à différents niveaux.
- Une bonne communication, la résolution des conflits et la clarté de la structure organisationnelle sont essentielles pour élaborer des protocoles de sécurité.
- Les mesures préventives comprennent également la prise en compte du bien-être émotionnel et le renforcement des mécanismes d'adaptation.
- La gestion des risques implique des stratégies d'auto-soins prenant en compte les dimensions spirituelles, politiques et émotionnelles, ainsi que le renforcement du tissu social et de l'identité.

Bien sûr, il y a aussi de nombreux défis à relever. L'un d'eux est que les soins au personnel nécessitent des ressources, telles que du temps, des espaces adéquats, des financements, un soutien politique et un suivi. Cet atelier a été l'un de ceux qui ont attiré le plus grand nombre de participants pendant le Rassemblement, documentant le besoin urgent de mettre ces ressources de côté. (cs)

Promouvoir la transformation structurelle: Comment la PCP/A et la résistance non violente peuvent-elles se renforcer mutuellement?

La protection civile de paix / d'accompagnement et la résistance non violente sont deux domaines d'action non violente. Dans un document préparatoire à cet atelier sur la [protection civile de paix et résistance civile](#) Huibert Oldenhuis (Nonviolent Peaceforce) affirme que la résistance civile et la PCP/A suivent des principes et des logiques différents : Les acteurs de la PCP/A : 1) adhèrent souvent au principe d'impartialité et 2) cherchent souvent à se faire accepter par le gouvernement du pays dans lequel ils travaillent, au moins pour obtenir des visas et des permis de travail. Les résistants civils luttent, par définition, pour une cause et défient le gouvernement. En outre, la PCP/A a besoin de temps pour s'installer dans une nouvelle zone et nouer des relations, alors que la résistance civile se développe souvent très rapidement. Cela rend difficile le soutien des acteurs de la PCP/A - à moins que les activités de résistance civile n'aient lieu dans des zones où les acteurs de la PCP opèrent déjà. Il peut y avoir une autre contradiction par rapport à la stratégie : Les acteurs de la PCP/A se concentrent sur la sécurité - au point d'être accusés d'aversion au risque - tandis que certains mouvements non violents ont adopté "la notion de Gandhi d'accepter la souffrance pour exposer la violence de l'ennemi et, ce faisant, discréditer sa légitimité", écrit M. Oldenhuis. En général, les acteurs de la résistance civile cherchent à intensifier un conflit (de manière non violente) ; la logique de la PCP/A est de le désamorcer.

Toutefois, la PCP/A :

- peut soutenir la résistance civile en veillant à la sécurité des personnes qui participent à des manifestations publiques, sans pour autant prendre part à la manifestation,
- en créant un espace pour les militants locaux afin qu'ils puissent faire leur travail,
- en donnant des conseils sur les stratégies et les mesures de sécurité et d'autoprotection,
- en fournissant une protection directe aux militants, y compris aux manifestants et
- en mettant en place des canaux d'information.





Wall Picture by Banksy in Boston (2010).

Les deux parties peuvent et doivent aussi apprendre l'une de l'autre : "Les acteurs de la résistance civile pourraient ainsi apprendre de la PCP à développer le muscle de l'action constructive... ainsi que la manière d'appliquer la désescalade en cas de besoin. Les acteurs de la PCP peuvent s'inspirer de la résistance civile pour mieux comprendre le pouvoir et l'utiliser pour empêcher les menaces de se concrétiser", affirme M. Oldenhuis. Selon l'article, ils pourraient aussi jouer un rôle dans le processus de convergence de la résistance civile et de la consolidation de la paix, ainsi que dans la création de mouvements pérennes qui ne s'éteindraient pas si un succès rapide n'était pas obtenu. Il ne faut pas oublier qu'au niveau local, il y a souvent une convergence entre la résistance civile et la PCP/A. Par exemple lorsque des personnes formées à la PCP/A appliquent (ou utilisent) les techniques pour construire une résistance efficace.

Lors de l'atelier organisé à Ferney-Voltaire et animé par Eli McCarthy, avec Felipe Daza (NOVAC), Huibert Oldenhuis (Nonviolent Peaceforce) et Michael Beer (Nonviolence International) comme intervenants, la discussion s'est principalement concentrée sur la nécessité de rapprocher les deux concepts/approches. Par exemple, la PCP/A et les résistants civils peuvent avoir une influence sur différents acteurs. Il a été dit que nous vivons dans un monde de plus en plus connecté qui offre beaucoup plus d'opportunités d'action non violente. L'action non violente joue un grand rôle et est plus efficace lorsque nous avons une vision transnationale du monde. Ces deux approches sont fondées sur la non-violence et devraient se compléter.

Le groupe a également discuté de la question soulevée par Oldenhuis au sujet de la solidarité et de l'impartialité. Il a été noté que la PCP/A pourrait être considérée comme protégeant un endroit, et non pas comme protégeant une partie ou une autre. Deux dilemmes ont été mis en évidence :

1) Allons-nous protéger les groupes qui pratiquent la non-violence, mais qui peuvent également soutenir des groupes violents?



**Les gens disent souvent que les
mouvements non violents ne
fonctionnent pas, mais ils ne reconnaissent pas
vraiment que la violence ne fonctionne pas non plus.**



(CITATION TIRÉE DES NOTES DE L'ATELIER)

2) Dans quelle mesure sommes-nous prêts à effectuer un travail qui n'est pas légal? Dans certains contextes, les acteurs de la PCP/A doivent travailler avec le gouvernement. Dans d'autres, ce n'est pas le cas. Dans les deux cas, la PCP/A se concentre souvent sur la situation locale en travaillant avec la société civile et les organisations locales. Il a été constaté qu'il est important de comprendre la dynamique de la société civile.

Les points suivants sont abordés dans l'article :

- Il est essentiel de renforcer la résilience des acteurs non violents pour maintenir leur motivation et progresser vers la création d'une société différente.
- La PCP/A peut jouer un rôle important en aidant les civils qui subissent de plein fouet le conflit.
- La PCP/A peut fournir des outils spécifiques pour analyser les risques afin d'améliorer les stratégies non violentes.
- La PCP/A peut apporter un soutien très important aux groupes civils à des moments critiques.
- Les résistants civils peuvent à leur tour aider les praticiens de la PCP/A à garder à l'esprit la question des structures de pouvoir.
- Cultiver la non-violence comme une habitude facilitera les actes de résistance.

Comme l'ont indiqué les rapporteurs du document préparatoire, il convient également de noter que toutes les organisations de la PCP/A ne sont pas non partisans et qu'un plus grand nombre de groupes locaux sont peut-être impliqués à la fois dans la résistance civile et la protection, de sorte que la frontière n'est peut-être pas aussi claire que le suppose l'article d'Oldenhuis.(cs)

Le pouvoir des Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes

La session sur les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes (WPT) comprenait des présentations de groupes du Burundi et du Soudan du Sud. Bien que les contextes soient très différents à bien des égards, il existe également de nombreux points communs. Les deux groupes réagissent à la violence domestique et la violence basée sur le genre perpétrées à l'encontre des femmes. Dans de nombreux cas, il s'agit du point d'entrée, avec la guérison des traumatismes, au Burundi. De nombreuses organisations internationales ou nationales séparent la violence domestique et la violence basée sur le genre (VBG) de la violence politique, en mettant en place des programmes différents pour les manifestations de chacune d'entre elles. Cependant, en vivant et en travaillant dans leurs propres communautés, les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes comprennent et expérimentent les liens entre la violence à l'égard des femmes et des enfants, et d'autres formes de violence politique. Elles constatent également que la culture de la domination masculine est liée à de nombreuses autres formes de violence dans leurs communautés.



Women Peace Team in South Sudan.

[Au Burundi, les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes](#) font partie de groupes d'entraide plus importants pour les femmes. Ces groupes mettent en œuvre de nombreuses stratégies différentes pour lutter contre la violence basée sur le genre, notamment des projets générateurs de revenus pour les femmes, la guérison des traumatismes et d'autres programmes d'autonomisation. Dans plusieurs communautés, les groupes se sont spécifiquement concentrés sur la prévention de la violence liée aux élections. Elles se sont entraînées pendant de nombreux mois avant les dernières élections et ont réussi à prévenir les types de violence qui ont éclaté après les élections de 2015.

Au Soudan du Sud, les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes mettent également l'accent sur la violence basée sur le genre. Comme elles sont souvent dirigées par des femmes plus âgées et déjà respectées dans leur communauté, elles ont pu intervenir directement auprès des familles. Les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes ont également abordé la question de la violence liée aux vols de bétail et aux conflits entre les bergers et les éleveurs. Ces conflits sont devenus plus fréquents avec le changement climatique et plus meurtriers avec l'accès généralisé aux armes AK-47 et à d'autres armes puissantes.

Les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes des deux pays offrent aux femmes la possibilité de devenir des leaders dans leurs communautés, ce qui a un impact positif sur la vie des populations locales. Elles s'attachent souvent à soutenir les filles, les enfants et les jeunes des deux genres, et mènent des projets visant à aider les jeunes hommes à s'engager en faveur de la paix et de la non-violence. La possibilité de travailler en réseau avec des femmes d'autres équipes et communautés, tout en se concentrant sur le développement de leurs propres connaissances et compétences, a un impact considérable et peut modifier la perception que les femmes ont d'elles-mêmes, ainsi que la perception des femmes et de leur rôle au sein de leur communauté. Cela peut parfois contribuer à prévenir la violence.

Certaines Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes incluent des hommes, d'autres non. Pour certaines, cela diminuerait le sentiment de sécurité dans les "espaces pour les femmes". Pour d'autres, il semble important de montrer que des hommes travaillent avec des femmes dans le domaine du leadership. Bien qu'il existe des liens entre certaines Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes, chacune d'entre elles est autonome dans sa propre communauté et peut trouver ce qui lui convient le mieux, dans son propre contexte.

Bien que les équipes du Soudan du Sud et du Burundi soient constituées et dirigées par des femmes locales, elles ont été formées et encouragées par des organisations internationales, en particulier par Nonviolent Peaceforce. Si les femmes peuvent être directement ou indirectement impliquées dans l'instigation et la continuation de la violence, elles peuvent souvent constituer une force puissante pour la prévention et la diminution de la violence. Bien que l'atelier se soit concentré sur les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes au Burundi et au Soudan du Sud, les femmes du monde entier, dans leurs propres communautés, sont souvent impliquées dans les efforts de paix et les dirigent parfois. Il incombe aux intervenants non locaux de la PCP/A de comprendre le rôle que les femmes jouent déjà dans la perpétuation et la prévention de la violence et de trouver des moyens de soutenir et de protéger, le cas échéant, celles qui luttent contre la violence. (ef)



Community Protection Team training in South Sudan



Burundi – GBV survivors' accompanists included in early warning early response in 2020 to prevent electoral violence.

Photo: Parfaite Ntahuba, from her powerpoint presentation in Ferney.

Les Équipes du maintien de la paix et de la protection des femmes des deux pays offrent aux femmes la possibilité de devenir des leaders dans leurs communautés, ce qui a un impact positif sur la vie des populations locales. Elles s'attachent souvent à soutenir les filles, les enfants et les jeunes des deux genres, et mènent des projets visant à aider les jeunes hommes à s'engager en faveur de la paix et de la non-violence.

Le rôle de la PCP/A dans les processus de paix contemporains



Cet atelier a été animé par Juan Mario Diaz (Université de Sheffield/Création d'un espace plus sûr). Dans le cadre de cet atelier, nous avons examiné les pratiques, les stratégies et les enseignements tirés d'expériences locales où des civils engagés dans des stratégies non violentes ont travaillé ensemble pour prévenir la violence et protéger les civils menacés - en particulier les alternatives aux modèles d'intervention occidentaux. Ce qui nous a amené à aborder les questions suivantes : Quelles sont les possibilités et les obstacles à une participation significative des civils aux processus de négociation de paix? Comment les communautés et les organisations de la société civile peuvent-elles tirer parti des efforts, des pratiques et des stratégies locales pour rendre plus stables les transitions entre la guerre et la paix?

La session s'est déroulée en trois parties. Dans la première partie, les buts stratégiques et les objectifs spécifiques des processus de paix ont été examinés. Deux études de cas ont ensuite été présentées par Delsy Ronnie (Nonviolent Peaceforce Philippines) et Jesús Alfonso Florez Lopez (Universidad Autonoma de Occidente, Colombia).

Buts stratégiques et objectifs spécifiques des processus de paix

Souvent, les processus de paix ne tiennent pas suffisamment compte de la protection des civils. Dans les accords, il peut être question de "sécurité", de "zones exemptes d'armes" ou de "zones de paix", mais pas grand-chose d'autre. Si la protection des civils est mentionnée, elle s'inscrit généralement dans le cadre de la responsabilité des parties au conflit armé. Une autre plainte largement partagée est que la société civile, à l'exception des organisations religieuses, joue le plus souvent un rôle secondaire dans le processus. Il est nécessaire de relier la politique officielle des processus de paix aux communautés de base et de combler le fossé qui les sépare. Les participants à l'atelier ont estimé que les processus de paix devraient se concentrer sur la manière de réduire les menaces et les risques, ainsi qu'identifier les capacités et les relations au sein d'une communauté plutôt que de s'appuyer sur les canaux officiels.

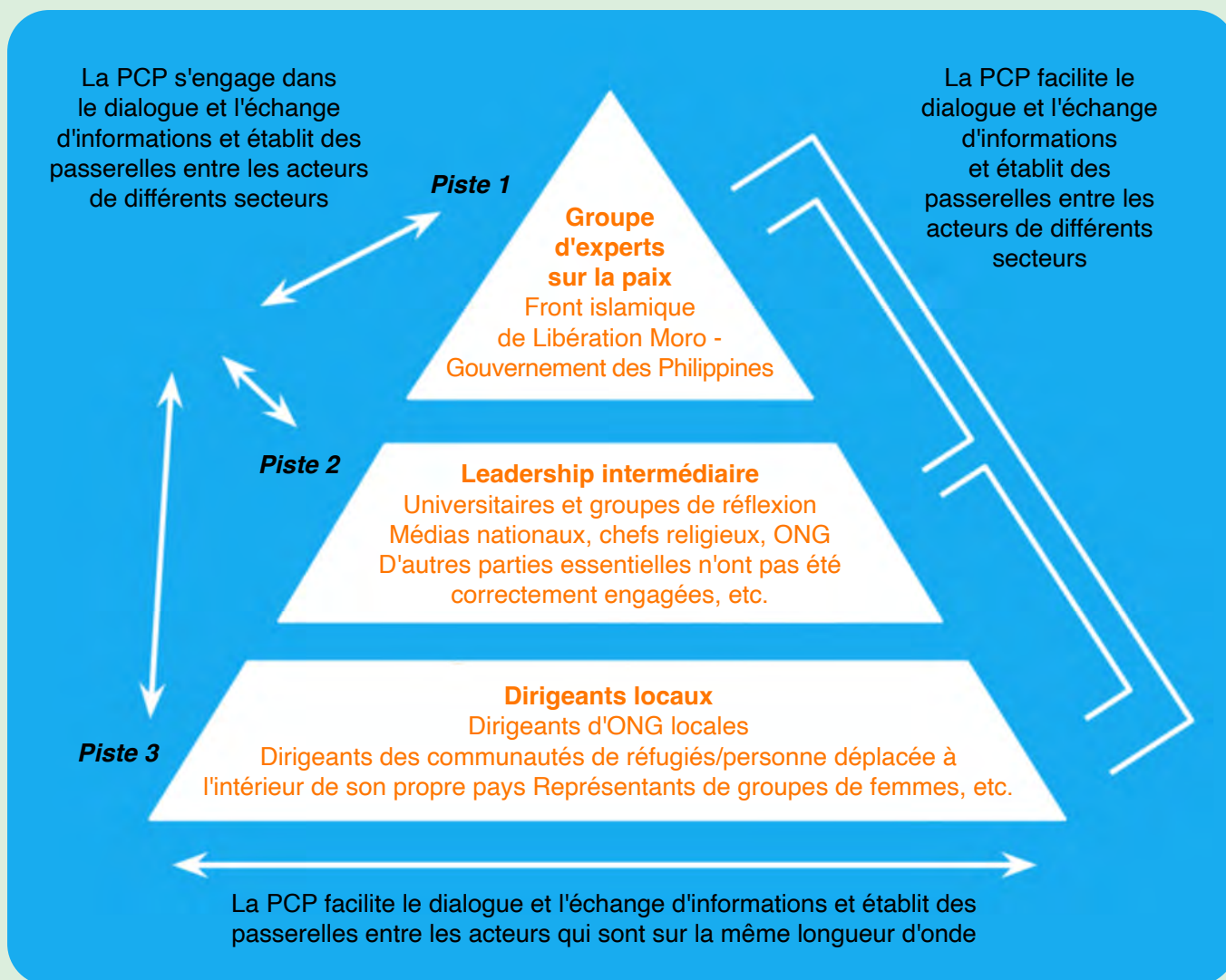
Même lorsque des chargés de missions de maintien de la paix (par exemple les Casques bleus) sont mises en place, leurs règles d'engagement tendent à les éloigner des communautés. Par ailleurs, les membres du groupe de travail se sont inquiétés du fait que leurs évaluations des risques ne sont pas toujours fiables, car les soldats de la paix peuvent avoir un intérêt personnel à déclarer qu'ils travaillent dans un environnement à risque élevé parce qu'ils sont alors mieux payés. La PCP/A peut compléter les Casques bleus ou les remplacer.

Les avantages et les inconvénients de l'utilisation de la terminologie de la PCP/A ont également été discutés. D'une part, les acteurs locaux peuvent ne pas être familiers avec le terme et préférer se référer au "suivi" qui est une activité reconnue dans les processus de paix. D'autre part, l'introduction du terme PCP/A peut contribuer à mieux faire connaître cet ensemble de pratiques communes. Il a été suggéré de retracer l'histoire de l'acceptation du "suivi" dans les processus de paix et de voir comment cela pourrait influencer l'acceptation de la PCP/A dans les processus de paix.

Deux exemples

À [Mindanao/ Philippines \(document en Anglais\)](#), la PCP/A fait désormais partie d'un processus de paix officiel entre le gouvernement et une importante organisation rebelle, le Front islamique de Libération Moro (MILF). Comme l'a expliqué Delsy Ronnie (Nonviolent Peaceforce), Nonviolent Peaceforce travaille à Mindanao depuis près de vingt ans et est présente dans 42 municipalités. Son travail consiste notamment à soutenir les programmes de paix, la sûreté et la sécurité, ainsi que la protection et la prévention. Les communautés locales ont régulièrement signalé qu'elles se sentaient plus en sécurité et qu'il y avait moins d'incidents violents là où Nonviolent Peaceforce opère. Nonviolent Peaceforce a été en mesure de contribuer au suivi des accords de paix, d'interrompre les incidents violents et d'empêcher la propagation de rumeurs. De plus en plus, Nonviolent Peaceforce est reconnue comme l'une des organisations les plus fiables et les plus dignes de confiance par toutes les parties pour assurer la sécurité de n'importe quel groupe de personnes. Les communautés locales, les acteurs étatiques et non étatiques ont tous constaté la capacité de Nonviolent Peaceforce à protéger et à prévenir la violence.

[En Colombie](#) (document en Espagnol), en raison de la complexité et du chevauchement des cycles de violence et des accords de paix, il est difficile d'identifier ce qui relève du conflit, ce qui relève de la paix et ce qui relève de la société civile. Le conflit dure depuis plusieurs



décennies. L'inégalité d'accès à la terre est un facteur particulièrement important. La violence est également un outil couramment utilisé pour influencer la politique.

Jesús Alfonso Florez Lopez a décrit l'histoire des conflits depuis les années 1950. En 1957, un accord de paix a été signé, prévoyant une alternance entre les partis politiques conservateurs et les parties politiques libéraux. Cependant, la violence s'est poursuivie. Dans les années 1980 et 1990, davantage de civils ont été tués malgré plusieurs nouveaux traités de paix. Enfin, en 2016, un traité de paix a été signé avec le plus grand groupe de guérilleros, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui a apporté des solutions aux problèmes de fond. Il y a eu un référendum, les gens ont voté NON, mais le gouvernement l'a quand même adopté. Et le traité n'a pas apporté de paix réelle ni mis fin à la violence. Depuis la signature du traité de 2016, plus de 1 500 défenseurs des droits de l'homme ont été tués. Il y a eu plus de 430 massacres et 385 signataires de la paix des FARC ont été assassinés, ce qui témoigne du besoin urgent et persistant de la PCP/A et de l'autoprotection des communautés en Colombie, malgré l'accord de 2016.

En 2022, pour la première fois depuis des décennies, la Colombie a élu un gouvernement de gauche qui a formulé un nouveau plan intitulé "paix totale". Ce plan est axé sur des pourparlers avec tous les nombreux groupes armés qui subsistent dans le pays, y compris les guérillas, les paramilitaires et les cartels de la drogue. Mais il n'est pas surprenant que les défis à relever pour parvenir à une paix totale soient immenses, ce qui indique que la PCP/A continuera à jouer un rôle essentiel dans le processus de paix. (cs)

Table ronde sur les politiques : Plaidoyer pour la PCP/A

Pour le dernier événement du Rassemblement, les participants se sont rendus en bus au Centre œcuménique du Conseil œcuménique des Eglises afin de présenter la PCP/A aux Nations Unies et à la communauté plus large des ONGI à Genève. La table ronde a été organisée conjointement par les missions permanentes du Costa Rica, des Pays-Bas, des Philippines et de la Sierra Leone auprès des Nations unies, ainsi que par Nonviolent Peaceforce.



L'ambassadeur des Pays-Bas, Lars Tummer, a donné le ton de la réunion en déclarant : "Le cœur du travail, la protection des civils, augmente plus vite que les donateurs ne peuvent le faire, de sorte que nous devons compter sur des solutions civiles pour résoudre les problèmes. Les solutions proposées par les citoyens devraient être mises au premier plan." Et, pendant l'heure qui a suivi, les solutions proposées par les citoyens ont effectivement été mises au premier plan de la table ronde.

Elizabeth Akon Mading, responsable d'une Équipe du maintien de la paix et de la protection des femmes au Soudan du Sud, a raconté comment elle a réuni des jeunes armés et des soldats qui s'affrontaient pour qu'ils discutent et mangent ensemble, et qu'ils cessent de s'entre-tuer. "Nous voulons que nos jeunes vivent en paix, avec de l'eau, de la nourriture et qu'ils dorment bien."

K. Bain, originaire de Brooklyn, New York, aux États-Unis, a décrit la colonisation rampante aux États-Unis et la violence qui en résulte souvent. La justice commence par considérer l'être humain en premier. Droits de l'homme + Développement humain = Justice humaine.

Enrique Chimonja Coy a expliqué comment le Mouvement de la Réconciliation apporte sa solidarité et accompagne les communautés locales qui pratiquent l'autoprotection depuis plus de 20 ans. "Nous protégeons toute vie, notamment la biodiversité, et restaurons ce qui a été détruit par le modèle extractiviste".

Tanya Walmsley, de Nonviolent Peaceforce, a décrit comment fonctionne la PCP en Ukraine, un pays où les menaces viennent du ciel, où il est impossible de parler avec l'une des parties et où le front s'étend sur 800 km. Après avoir longuement écouté les populations locales qui assurent la protection et le travail humanitaire depuis le premier jour de l'invasion, Nonviolent Peaceforce a appris que sa meilleure contribution serait d'accroître la sécurité des bénévoles locaux sur les lignes de front. Il s'agit notamment d'un système de prêt d'équipements de protection individuelle, d'allocations pour le carburant, d'une formation à la sécurité et aux premiers secours, et d'une coordination avec les donateurs afin que les groupes locaux puissent accéder directement aux fonds.

La Dr Rachel Julian de l'Université Leed-Becket au Royaume-Uni, la Dr Monique Williams de CURE Violence International et la Dr Berit Bliesemann de Guevara, de Création d'un espace plus sûr et de l'université d'Aberystwyth, au Pays de Galles, [ont présenté des preuves issues de diverses études quantitatives et qualitatives, du Myanmar au Honduras, montrant que la PCP/A prévient et réduit la violence directe et imminente \(presentation en Anglais\)](#). La Dr Monique Williams a présenté une série d'études indépendantes montrant qu'après les interventions de CURE Violence, les fusillades et les meurtres ont diminué de 30 à 70 %. Ces succès se produisent dans de très nombreux contextes. "Il ne s'agit pas d'anecdotes, mais d'une tendance", a conclu la Dr Bliesemann de Guevara.

L'ambassadrice des Philippines, Kristine Leilani R. Salle, a déclaré à propos de son expérience avec Nonviolent Peaceforce à Mindanao : "Notre expérience montre que les approches non violentes menées par des civils peuvent contribuer à sauver des vies et à donner aux membres des communautés les moyens de construire une paix juste et durable, même dans les circonstances les plus difficiles."

L'ambassadrice du Costa Rica, Shara Duncan-Villalobos, a résumé l'événement en soulignant que son pays était une démocratie désarmée depuis 74 ans et qu'elle savait donc qu'il était possible d'aborder les conflits de manière non violente. "Le Costa Rica croit fermement que les approches non armées pour la protection des civils et la prévention de la violence doivent être le premier recours", a-t-elle affirmé.

Les principaux enseignements qu'elle a tirés de la table ronde sont les suivants :

- Les citoyens doivent être aux commandes et s'appropriier les actions entreprises. Cela se traduit par une paix durable.
- Les chefs religieux, les dirigeants communautaires et les citoyens ordinaires ont tous un rôle important à jouer.
- La PCP/A n'est pas un substitut à la protection traditionnelle, mais un excellent complément. En même temps, les armes n'apportent pas la paix.
- En tant que femme de couleur, elle a souligné l'importance de la participation des femmes, des populations autochtones, des communautés afro et des paysans, et le rôle important qu'elles peuvent jouer dans l'évolution de la norme de la violence vers des communautés en paix.

Afin d'aller de l'avant, l'ambassadrice Duncan-Villalobos a fait les recommandations suivantes:

- Les États individuels et les organisations multilatérales doivent investir dans la PCP/A.
- La PCP/A doit être reconnue et affirmée dans les politiques publiques.
- Le financement doit être orienté vers les organisations locales dans le cadre d'une utilisation stratégique des ressources.
- Il est nécessaire que les personnes qui travaillent sur cette question reçoivent un accompagnement sur le plan de la santé mentale.

"Les communautés habilitées doivent mener le dialogue et changer le paradigme", a-t-elle conclu. "En travaillant en tant que collectif, il y a des synergies qui peuvent très bien fonctionner. Quel bel héritage vous avez construit ! Je vous remercie de croire qu'une meilleure façon de faire les choses soit possible". (md)

Prochaines étapes pour la Communauté de pratique

Le matin du dernier jour du Rassemblement, les participants se sont répartis en petits groupes et ont réfléchi aux prochaines étapes importantes pour la Communauté de pratique de la PCP/A. De nombreuses bonnes idées ont émergé, mais les participants ont priorisé la liste en choisissant cinq thèmes. Les participants ont ensuite choisi les thèmes qu'ils souhaitent explorer et ont formé des petits groupes. Les groupes ont été invités à élaborer un plan concret pour faire avancer leur thème.

Le petit groupe axé sur la "Formation" a discuté de la recherche, du recueil et du partage des formations en ligne existantes, de l'élaboration de directives pour un programme d'enseignement de base de la PCP/A et de la création d'une base de données pour stocker les supports de formation partagés. Ce groupe a prévu une réunion Zoom en janvier 2024 pour commencer son travail.

Le groupe "**Communications internes**" a dressé une liste des prochaines étapes possibles telles que la promotion et l'expansion de Unarmed Civilian Protection and Accompaniment Global E-Group (groupe d'experts mondial sur la protection civile de paix et l'accompagnement des civils) sur Listserv, la création d'un site Internet pour la Communauté de pratique de la PCP/A, l'organisation de réunions par vidéoconférence pour discuter de nouvelles idées, de défis communs, d'actions planifiées, etc. Mais aussi la création de groupes Signal ou WhatsApp pour des échanges informels par thème ou par région, la création d'une infrastructure d'alerte au cas où un soutien serait nécessaire, l'exploration du partage d'informations par le biais de podcasts, de newsletter, etc. et la mise à jour de l'annuaire Selkirk des organisations pour la paix.

Le groupe "**Partager les ressources**" a recommandé d'utiliser le site [ConnexUs](#) pour télécharger des documents et d'autres ressources, et de le consulter régulièrement pour découvrir ce que d'autres font, utilisent et ce dont ils ont besoin. Ils ont également envisagé que les organisations ayant accès aux décideurs politiques et aux donateurs puissent plaider en faveur de subventions plus petites et plus souples. En outre, ils ont souligné la nécessité de sensibiliser les décideurs politiques à la différence entre la consultation locale et le fait d'être dirigé au niveau local.

Le groupe sur les "Échanges" entre organisations a eu plusieurs idées. La première consiste à créer une base de données contenant des informations sur les besoins des organisations qui souhaitent envoyer des personnes dans le cadre d'un échange et sur celles qui sont disposées à recevoir des visiteurs. Il faudrait également déterminer si l'un ou l'autre type d'organisation dispose des ressources nécessaires pour financer un échange. Une autre idée est d'organiser des rencontres et des échanges régionaux. En particulier, le réseau d'accompagnement existant en Amérique latine ne s'est pas réuni récemment, et ce groupe aimerait contribuer à rétablir ces liens.

Le dernier groupe, "**Formaliser la Communauté de pratique de la PCP/A**", s'est concentré sur la création d'une structure ou d'un processus pour continuer à soutenir et à coordonner la Communauté de pratique dans son ensemble. La discussion a clairement montré qu'il y avait des

idées différentes quant à la valeur des différents modèles pour y parvenir. Certains modèles sont plus formels avec des membres et des représentants de différents groupes. D'autres modèles sont assez flexibles. Ils sont principalement axés sur le soutien et le maintien de la communication au sein de la Communauté de pratique, plus proches du groupe axé sur la communication interne de la communauté. Finalement, le groupe a décidé de mener une enquête en ligne auprès des membres de la communauté (ceux qui avaient participé au Rassemblement et ceux qui s'étaient initialement inscrits mais n'avaient pas pu venir pour une raison ou une autre), afin d'évaluer leurs préférences. Cette enquête a été réalisée fin novembre 2023, et 27 des 29 personnes interrogées se sont déclarées favorables à la mise en place d'une sorte de structure. L'idée d'un groupe de pilotage ou de coordination relativement restreint, composé de représentants des organisations intéressées, a également suscité de l'intérêt. Plusieurs personnes ont estimé que si un financement était trouvé, un coordinateur rémunéré à temps partiel serait bénéfique.

Construire une Communauté de pratique

D'après les réactions reçues à la fin du Rassemblement et les commentaires de l'enquête susmentionnée, il est clair que le travail en commun au sein de la communauté apporte de nombreux avantages. Les participants ont reconnu qu'il existe de nombreuses différences entre les organisations représentées dans la Communauté de pratique. Les personnes et les groupes ont des visions distinctes et utilisent des méthodes différentes. Par ailleurs, la communauté est composée de nombreux types de participants. Il y a des praticiens d'organisations internationales et d'organisations locales. Il existe également différents types de chercheurs, de donateurs/bailleurs de fonds, d'ONG partenaires et de décideurs politiques. Ce qui unit la communauté est reflété dans la déclaration commune (voir ci-dessous p. 31). Il y est décrit les engagements communs en matière de protection non violente des civils, d'utilisation ou de recherche de stratégies et de méthodes de protection directe, de primauté des populations locales et de défense de la dignité humaine et de la lutte contre l'oppression.

Ces engagements et perspectives partagés forment une base pour pouvoir travailler ensemble en tant que communauté. Dans l'enquête susmentionnée, les personnes interrogées ont cité les raisons suivantes pour justifier l'existence d'une communauté :

- se soutenir mutuellement dans leur travail,
- coordonner les efforts,
- partager les supports de formation et d'autres supports,
- permettre aux uns et aux autres d'accéder aux décideurs politiques, et
- plaider en faveur d'une utilisation accrue et de ressources pour la PCP/A.

Nous sommes toujours plus forts lorsque nous entretenons activement des réseaux de relations et de soins. Il s'agit là de la base fondamentale du travail de la PCP/A et certainement de la base d'une communauté de pratique connectée. (ef)

Ces engagements et perspectives partagés forment une base pour pouvoir travailler ensemble en tant que communauté. Dans l'enquête réalisée après la conférence, les participants ont indiqué qu'ils se soutenaient mutuellement dans leur travail, qu'ils coordonnaient leurs efforts, qu'ils partageaient des formations et d'autres supports, qu'ils s'ouvraient mutuellement l'accès aux décideurs politiques et qu'ils plaidaient en faveur d'une utilisation accrue et de ressources pour la protection civile de paix, comme autant de raisons d'appartenir à une communauté.

INTERVENTION CIVILE DE PAIX ET ACCOMPAGNEMENT

Communauté de pratique DÉCLARATION COMMUNE*

**Prévenir et combattre la violence contre
les civils:**

Une approche non violente



Alors que le monde est confronté à la violence contre les civils et aux nombreuses formes d'oppression, d'humiliation, de destruction de biens, de blessures et de décès qu'elle engendre, nous – organisations, universitaires, individus et collectifs de premier plan dans la pratique de l'Intervention Civile de Paix (protection et accompagnement non armés des civils non armés) dans des contextes variés – sommes déterminés à relever les défis des conflits violents, à protéger les personnes de manière à ne pas renforcer la dépendance à l'égard des moyens violents et à faire en sorte que les civils eux-mêmes soient au cœur de leur propre protection.

Nous sommes unis par une vision collective de la protection des civils qui ne dépend pas de l'utilisation de la force violente et qui prend au sérieux l'action non violente comme moyen de protection par, pour et des civils. Trop souvent, les pratiques conventionnelles de protection perpétuent la violence. Les systèmes tels que le maintien de l'ordre et le maintien de la paix dépendent souvent de l'utilisation d'armes et de la force violente et comportent des risques pour les civils qu'ils cherchent à protéger. En tant qu'acteurs de l'Intervention Civile de Paix, nos relations avec ces systèmes sont nombreuses et variées. En même temps, cette vision collective de la protection des civils nous unit. Nous nous réunissons pour faire cette déclaration en tant que communauté de pratique.

L'Intervention Civile de Paix, comme protection et accompagnement non armés des civils, est pratiquée dans le monde entier. Elle constitue une approche efficace et éprouvée de prévention et d'interruption de la violence, qu'il s'agisse d'accompagner les défenseurs des droits humains face aux menaces qui pèsent sur leur vie, de soutenir les efforts d'autoprotection des communautés contre les forces d'occupation, d'assurer une présence protectrice et de faciliter les négociations diplomatiques en temps de guerre, d'instaurer la confiance et de désamorcer la violence dans les situations de voisinage ou de renforcer les réponses communautaires à la violence raciale. En tant que communauté de pratique, nous nous efforçons de protéger l'espace civique pour permettre aux acteurs civils d'exercer leur pouvoir et de travailler à la protection non violente et à la transformation des conflits. La diversité contextuelle que nous représentons met en évidence la façon dont la protection et l'accompagnement non armés des civils peuvent jouer un rôle dans toutes sortes de contextes et d'actes violents, et ce, tout au long du cycle de conflit. Les

recherches qualitatives et quantitatives en cours continuent d'affiner et de confirmer l'efficacité de cette approche et l'impact positif qu'elle a sur la protection des civils.

Les façons dont nous pratiquons l'Intervention Civile de Paix, la protection et l'accompagnement non armés des civils, sont diverses, interconnectées et complémentaires. Nous sommes unis par ces engagements communs : reconnaître et donner la priorité au leadership des civils, ceux qui sont le plus touchés par la violence, dans leur propre protection ; reconnaître l'efficacité de l'action non violente pour faire face à la violence ; et comprendre la violence comme une manifestation d'oppressions imbriquées et systémiques. Nous considérons ces engagements comme essentiels pour relever les défis actuels et futurs, non seulement les conflits violents, mais aussi la crise climatique et d'autres phénomènes mondiaux qui façonnent et continueront de façonner notre travail.

L'abandon du recours excessif aux stratégies violentes pour protéger les civils nécessite un changement transformationnel et l'extension de la pratique de la protection non armée des civils. Ce changement nécessite des engagements non seulement au sein de cette communauté, mais aussi au-delà.

En tant que communauté de pratique, nous nous engageons sur quatre principes :

1. **Non-violence** : Notre travail repose sur l'éthique et les valeurs de la non-violence. Nous croyons que la non-violence est une force morale puissante pour le changement social. En pratique, la non-violence est le travail actif, physique, spirituel, mental et émotionnel de personnes courageuses qui reconnaissent l'humanité et la dignité de chacun. Elle englobe le travail de transformation aux niveaux personnel, relationnel, structurel et culturel.
2. **Protection directe** : Nous donnons la priorité aux réponses pratiques face aux menaces immédiates de violence. Tout en nous efforçant d'interrompre la violence systémique, nous favorisons un environnement dans lequel les communautés peuvent réinventer des réponses pratiques à la violence physique directe.
3. **Primauté des acteurs locaux** : Nous centrons et renforçons le leadership et le pouvoir de ceux qui sont directement touchés par les conflits violents et affirmons leur capacité à déterminer eux-mêmes leur avenir et leur approche de la sécurité. Le seul moyen durable de lutter contre la violence est de mettre en place des infrastructures de paix enracinées dans les communautés elles-mêmes et dirigées par elles.
4. **Lutte contre l'oppression** : Nous embrassons la diversité, nous nous efforçons d'être inclusifs et nous travaillons avec détermination pour protéger la dignité de tous, en particulier de ceux qui subissent des oppressions multiples. La protection doit inclure le leadership des personnes les plus touchées, notamment les femmes et les jeunes.

En tant que communauté de pratique, nous invitons les autres personnes travaillant dans ce domaine à collaborer et à nous soutenir de manière continue. Plus précisément, nous lançons un appel:

1. Les législateurs, les décideurs politiques et les autres dirigeants doivent reconnaître et affirmer la valeur de l'Intervention Civile de Paix, de la protection et de l'accompagnement non armés des civils en tant qu'approches pérennes et efficaces de la protection des civils et de la prévention de la violence.
2. Les institutions publiques multilatérales et individuelles ainsi que les autres donateurs doivent investir dans les initiatives d'Intervention Civile de Paix, de protection et d'accompagnement non armés des civils et les soutenir en allouant des fonds à ces approches et aux recherches en cours sur leur efficacité.

Ensemble, ces engagements sous-tendent notre exploration des bonnes pratiques en matière de protection et d'accompagnement non armés des civils. L'analyse collective et globale que nous avons entreprise constitue une ressource importante, non seulement pour les organisations, mais aussi pour les communautés et les individus qui pratiquent la protection des civils non armés dans leur vie quotidienne.

*Cette déclaration représente une déclaration collective faite par une communauté de pratique pour l'Intervention Civile de Paix (protection et accompagnement non armés des civils) et n'implique pas qu'une organisation ou un individu ait spécifiquement approuvé l'ensemble de son contenu.



Participants

Les participants, y compris le personnel du Rassemblement, ont déclaré être membres des organisations suivantes:

- Aluna Acompañamiento Psicosocial
- Anishinaabek Caucus
- Université de la ville de New York
- Renforcement des capacités communautaires
- Équipes Communautaires Artisans de Paix
- Création d'un espace plus sûr
- Cure Violence Global
- DC Peace Team
- Université de Durham
- Fellowship of Reconciliation Peace Presence
- Research Institute on Nonviolent Resolution of Conflicts
- Université Leeds Beckett - Institute for Peace Work and Nonviolent Conflict Transformation
- Fédération luthérienne mondiale
- Meta Peace Team
- Ninguno
- Nonviolent Peaceforce
- Norwegian Refugee Council - NORCAP
- NOVACT Institute for Nonviolence
- Overseas Development Institute
- Operazione Colomba - Association "Comunità Papa Giovanni XXIII"
- Organization for Nonviolence and Development (ONAD- Organisation pour la non-violence et le développement)
- Oxfam
- Brigades de Paix Internationales
- Quaker Peace Network Burundi
- Region Five Development Commission
- Université de Selkirk
- Servicio Internacional para la Paz (SIPAZ)
- Université de Sheffield
- SweFOR (Mouvement de réconciliation, Suède)
- Universidad Autonoma de Occidente
- Université d'Antioquia
- Women Organizations Network (Kayin), WON-Kayin

En ce qui concerne le genre, 57 % des personnes interrogées se sont identifiées comme des femmes, 42 % comme des hommes et 1 % comme des personnes issues de la diversité.

Ces personnes venaient de 31 pays :

Allemagne (x 5), Argentine, Australie (x 2), Brésil (x 2), Burundi, Cameroun, Canada (x 2), Colombie (x 7), France, Grèce, Guatemala, Inde, Indonésie (x 3), Irak, Irlande, Italie (x 3), Kenya, Liban, Lituanie, Mexique, Myanmar (x 2), Pays-Bas, Nigeria, Norvège, Philippines, Soudan du Sud (x 4), Suède, Suisse (x 3), Syrie, Royaume-Uni (x 5), États-Unis (x 26)

